

LETTRE ÉCONOMIQUE

Égypte

Une publication du Service économique du Caire
Numéro 168 d'avril 2026

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

4,2%

Révision à la baisse des prévisions de
croissance du FMI pour 2025/26 (contre 4,7%
en janvier)

Sommaire

ACTUALITÉS - 3 -

Relations économiques bilatérales..... - 3 -

Brèves économiques..... - 7 -

Zoom : EGYPTES 2026, un rendez-vous particulier dans le contexte des tensions régionales
..... - 9 -

NOTES D'ANALYSE - 11 -

Commerce franco-égyptien 2025 : progression des échanges et léger recul de l'excédent
..... - 11 -

L'Égypte, voie de contournement face à la réorganisation logistique au Moyen-Orient
..... - 15 -

INDICATEURS..... - 19 -

« La résilience, c'est l'art de naviguer dans les torrents »

Boris Cyrulnik

Deux mois après le déclenchement de la guerre, l'évolution de la conjoncture économique égyptienne illustre une fois de plus son caractère singulier.

Affectée dès le début du conflit, en termes de dépréciation monétaire, de sorties nettes de capitaux, de hausse de l'inflation, de baisse du tourisme et de hausse de sa facture énergétique, l'Égypte présente néanmoins ces dernières semaines une situation plus contrastée teintée d'incertitudes. Si elle ne renoue pas avec son niveau d'avant-guerre, la livre égyptienne a connu un redressement, à un taux oscillant entre 52-53 face au dollar américain. Cette évolution est en partie provoquée par la reprise de flux entrants de capitaux, qui ne gomme toutefois pas le solde net de sorties et pourrait être temporaire. La baisse du tourisme pourrait être également moindre qu'anticipé (-20% en avril « seulement » après une année record en 2025), alors que les réservations reprennent sensiblement sans toutefois offrir encore de visibilité au-delà d'un mois. Le montant des transferts de diaspora en mars (5,5 Md USD) est sans précédent, illustrant parmi d'autres critères la sévérité du choc économique de la guerre sur les pays du Golfe. Toute prolongation longue du conflit pourrait toutefois fragiliser à terme le premier poste de recettes en devises du pays qui, avec 41,5 Md USD en 2025, était proche de celui des exportations (42,4 Md USD) dont il est à craindre qu'elles pâtissent de cette crise. In fine, la plupart des analystes maintiennent leur rating, avec une perspective positive pour Moody's.

Deux sujets suscitent le plus d'attention. Selon certaines analyses, et malgré le niveau élevé des réserves (52,8 Md USD fin mars, un autre record), le déficit courant pourrait progresser d'environ 60% (de 15 à 24 Md USD) sous l'effet d'une part du cours du baril qui pourrait creuser le déficit de la balance des paiements, d'autre part des comportements des investisseurs de portefeuilles. Les finances publiques, et notamment la charge de la dette, premier poste de dépenses, constituent l'autre domaine scruté de près, alors qu'est examiné au parlement le projet de loi de finances pour 2026/27 dont certains paramètres avaient été définis avant le début du conflit.

Du côté des bailleurs, la Commission européenne effectue cette semaine une mission d'évaluation de l'AMF et le FMI est attendu au Caire dans deux semaines pour l'avant-dernière revue du programme, dans un contexte d'appréciation positive portée sur la rapidité et la pertinence des mesures « très responsables » mises en œuvre par les autorités égyptiennes. Celles-ci adaptent en permanence leur stratégie, ayant ainsi annoncé d'une part l'extension à fin mai du télétravail le dimanche pour les fonctionnaires, et la levée des restrictions aux horaires d'ouverture des magasins.

Pascal FURTH, Chef du Service économique

ACTUALITÉS

Relations économiques bilatérales

Évènements marquants du mois :

Retour sur le premier dialogue stratégique franco-égyptien

Le 20 avril s'est tenu le premier dialogue stratégique franco-égyptien. Un an après la visite du Président de la République en Égypte, le Secrétaire général du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Martin Briens, s'est rendu au Caire pour co-présider cette réunion avec le vice-ministre des Affaires étrangères, M. Mohamed Abou Bakr Saleh Fattah.

Le chef du Service des affaires bilatérales et de l'internationalisation des entreprises de la DG Trésor, M. Paul Teboul, ainsi que l'adjointe au chef du bureau en charge du Moyen-Orient, Mme Léa Letur, ont également participé à ce dialogue pour évoquer ses différents volets économiques.

Cette première réunion du dialogue stratégique a ainsi permis de passer en revue plusieurs sujets tels que l'opérationnalisation du renouvellement de l'accord intergouvernemental portant sur notre coopération financière et technique pour la période 2026-2030 et plusieurs projets prioritaires. Les discussions ont également porté sur les enjeux mondiaux et multilatéraux, en particulier le renforcement de la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle, la lutte contre le changement climatique et la sécurité énergétique.



6 avril : le **Gouverneur d’Alexandrie** a organisé une **réunion de travail sur les sujets économiques** à l’occasion de la visite de l’Ambassadeur de France. Celle-ci a réuni le service économique, le président de la Chambre de commerce et d’industrie France-Égypte à Alexandrie, l’AFD, Business France, ainsi que plusieurs entreprises actives dans le gouvernorat (Alstom, CMA-CGM, Colas, SEB, Suez, VUF). À cette occasion, le Gouverneur s’est félicité de leur contribution à l’économie locale, tant en matière de formation et d’emploi que de création de valeur et de bénéfices directs pour la population, notamment dans les domaines de la mobilité urbaine et du traitement de l’eau. Cette rencontre constitue une première étape, appelée à se poursuivre par des échanges directs autour de nouveaux projets ciblés dans des secteurs économiques prioritaires.



7 avril : le chef du service économique est intervenu lors d’un atelier « **GO Business** » coorganisé par la **Chambre de commerce et d’industrie France Égypte** et l’**Union des français de l’étranger**. Aux côtés de Mme Naglaa Fathi, responsable du service France et Suisse au GAFI et de Me Amr Namek, avocat d’affaires, il a été question des dynamiques économiques à l’œuvre en Égypte et des opportunités d’affaires qu’elles pouvaient susciter.



22 avril : l’ambassadeur de France a participé à l’**inauguration officielle de la nouvelle usine de Samil Industrial** située dans la zone économique du canal de Suez, en présence du Gouverneur de Suez, le Général de division Hany Rashad Ali, du Vice-président du GAFI, M. Yasser Abbas, de l’Ambassadeur adjoint du Soudan en Égypte, de membres de la famille Yagoub et du Groupe Nutriset ainsi que de l’UNICEF. Fruit d’un **investissement conjoint entre le groupe français Nutriset et le groupe Yagoub**, l’usine fournit des produits de lutte contre la malnutrition dans les pays en crise. Une nouvelle présence industrielle française en Égypte, dans la zone stratégique du canal de Suez, source d’emplois, et un symbole de résilience qui fait suite à la destruction soudaine de l’ancien site au Soudan.



22 avril : premier entretien de l'ambassadeur de France avec le Général de division Hany Rashad Ali, **nouveau Gouverneur de Suez**, sur les priorités et les perspectives de coopération économique avec ce gouvernorat qui compte déjà une présence significative d'entreprises françaises.



22 avril : le **comité Transport** de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Égypte a tenu sa deuxième réunion, consacrée aux évolutions et opportunités du secteur. Les échanges ont notamment porté sur les retours d'expérience des ateliers du sous-comité Développement des ressources humaines, présidé par Jean Kouz, et ont été marqués par le lancement du sous-comité Maritime & Logistique, placé sous la présidence de Magued El-Nikhaily.



27 avril : l'Ambassadeur de France s'est entretenu avec le **ministre de l'Électricité et des Énergies renouvelables**, Mahmoud Esmat, pour un entretien consacré aux enjeux du secteur. Celui-ci a souligné le caractère stratégique de la sécurité d'approvisionnement et réaffirmé, dans ce cadre, une ambition accrue en matière de transition vers des sources plus durables, ainsi que la nécessité d'intensifier les efforts en faveur de l'efficacité énergétique. Partenaire de longue date, la France accompagne cette transformation depuis plusieurs années, notamment à travers les financements du Groupe AFD. Les entreprises françaises y jouent également un rôle central, parmi lesquelles EDF Power Solutions, ENGIE, Voltalia, TotalEnergies et Schneider Electric.



28 avril : l'Ambassadeur de France s'est entretenu avec le **ministre des Ressources en Eau et de l'Irrigation**, S.E. Dr Hany Sewilam. Les échanges ont porté sur les priorités stratégiques communes inscrites dans la vision Water 2.0 du ministère, notamment les projets en cours financés par l'Agence française de développement (AFD), ainsi que les perspectives futures en matière de renforcement des capacités, de partage de connaissances et de mobilisation de l'expertise française, y compris celle du secteur privé.



30 avril : entretien entre l'Ambassadeur de France et le **ministre du Tourisme et des Antiquités**, S.E. Sheri Fathy Ali Attia, au cours duquel la coopération en matière de valorisation du patrimoine et l'engagement de la France et de ses entreprises au soutien des ambitions égyptiennes en matière touristique, y compris de formation professionnelle, ont été particulièrement évoqués.

Brèves économiques

1- Accélération du programme de privatisation

La Bourse égyptienne a engagé l'admission temporaire de [six entreprises publiques](#) dans le cadre du programme de privatisations, avec quatre sociétés destinées au marché principal et deux au marché des PME. Sur le marché principal, Sinai Manganese dispose d'un capital de 300 M EGP (20 millions d'actions), Spring Manufacturing and Transport Equipment de 125 M EGP (12,5 millions d'actions), Egyptian Contracting Company (El Abd) de 369,4 M EGP, et Nasr Housing and Development de 350 M EGP (70 millions d'actions). Sur le segment PME, National Company for Asset Management and Investment affiche un capital de 55 M EGP (11 millions d'actions), et Al Ahleya for Investment and Development (NIRCO) de 45 M EGP (9 millions d'actions). Parallèlement, les autorités préparent [l'introduction en bourse](#) de nouvelles entreprises publiques, notamment dans le secteur du tourisme, avec Egooth et Misr Travel attendues dans les prochaines semaines, ainsi que la société Commercial Timber Company (dont le capital a été porté à 500 M EGP, contre 100 M EGP auparavant), en amont d'une éventuelle cession de participation pouvant atteindre 20%. Cette opération s'inscrit dans le cadre des réformes structurelles soutenues par le FMI, qui visent notamment l'introduction en bourse d'environ 30 entreprises publiques d'ici la fin de l'exercice 2025/26. Elle a pour objectif d'améliorer la gouvernance et l'efficacité des entreprises publiques et d'attirer de nouveaux investisseurs, afin d'améliorer l'environnement des affaires.

2- Inauguration au Caire par Valeo d'un centre de développement en IA

À l'occasion de ses 20 ans en Égypte, [Valeo](#) a inauguré un centre de développement en intelligence artificielle (IA) au Caire, destiné à accélérer l'intégration de l'IA dans l'ensemble de ses activités et à développer des solutions pour la mobilité intelligente. Ce hub, qui débute avec plus de 50 ingénieurs et devrait dépasser 100 spécialistes à court terme, s'inscrit dans un réseau mondial de plus de 200 experts et constitue un levier clé pour renforcer la productivité et les capacités logicielles du groupe. Cette initiative s'appuie sur une implantation déjà structurante : avec 3 000 ingénieurs, le site égyptien représente le principal centre de R&D logiciel du groupe en Afrique du Nord et contribue à près de 50% de sa production mondiale. L'essor de l'IA y est déjà tangible, 35% du code validé étant désormais généré à l'aide d'outils d'IA. Les autorités égyptiennes voient ce projet comme une étape stratégique pour renforcer le positionnement du pays en tant que hub régional d'innovation et attirer des investissements technologiques à forte valeur ajoutée.

3- TMG lance « The Spine », un méga-projet urbain de 27 Md USD à Madinaty

Le 18 avril, le groupe Talaat Moustafa Group (TMG) [a annoncé](#), en présence du Premier ministre Mostafa Madbouly, le lancement des travaux de construction de son projet « The Spine », un développement immobilier d'ampleur exceptionnelle (1400 Md EGP, soit 27 Md USD) au sein de Madinaty, quartier situé entre le Caire et la Nouvelle Capitale Administrative (NAC). Soutenu notamment par la National Bank of Egypt, le projet ambitionne de contribuer à hauteur de 1% au PIB national et générer jusqu'à 155 000 emplois directs et indirects. « The Spine » comprendra 165 tours à usage mixte (résidentiel, commercial,

hôtelier) et sera conçu comme une ville intelligente, se reposant sur une intégration poussée de technologies d'intelligence artificielle et de systèmes urbains intelligents. Le projet intégrera également des infrastructures logistiques souterraines, des espaces verts couvrant 70% de la superficie, ainsi que des services de santé. Ce projet s'inscrit dans la stratégie des autorités égyptiennes de montée en gamme de l'offre immobilière et de positionnement du pays comme hub régional d'investissement, tout en illustrant la prééminence des grands promoteurs nationaux dans la structuration de projets urbains intégrés. Aucune information sur le calendrier n'a été publiée à ce jour.

4- Sécurisation de l'approvisionnement gazier

Interrompus dès le déclenchement du conflit au Moyen-Orient pour des raisons de sécurité, les [flux](#) de gaz en provenance d'Israël via le gazoduc *East Mediterranean Gas* ont intégralement repris le 5 avril, retrouvant leur niveau d'avant-guerre, soit environ 1,1 bcf/j. Ces importations, à des conditions tarifaires relativement favorables, apportent un soutien au système énergétique, permettant de couvrir environ 16% de la demande intérieure. Néanmoins, l'Égypte continue de recourir massivement aux importations de GNL afin de combler son déficit gazier structurel (2,5-3 bcf/j), avec notamment 20 cargaisons attendues en avril pour anticiper la hausse saisonnière de la demande. La Banque d'import-export des États-Unis (EXIM) a ainsi [approuvé](#) plus de 2 Md USD de garanties de crédit pour soutenir les exportations de GNL américain vers le pays, facilitant la mise en œuvre de contrats d'approvisionnement, notamment avec Hartree Partners. Par ailleurs, Eni a [annoncé](#), le 7 avril, une découverte majeure de gaz et de condensats offshore (puits Deniz W1, concession de Tamaris), estimée à environ 2 000 milliards de pieds cubes de gaz et 130 millions de barils de condensats. La proximité des infrastructures existantes et la qualité du réservoir laissent entrevoir un développement rapide et compétitif. Cette découverte pourrait contribuer, à moyen terme, au redressement de la production intérieure et au renforcement de la sécurité énergétique du pays. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large d'intensification de l'exploration, soutenue par un programme d'investissement de 2 Md USD d'Eni d'ici 2026.

5- Ajustements tarifaires de l'électricité et perspectives de hausse des carburants

Le gouvernement égyptien a procédé à un nouvel [ajustement](#) des tarifs de l'électricité, effectif à partir d'avril 2026 (facturation en mai), dans le cadre de la poursuite de l'arrêt des subventions énergétiques, engagement pris dans le cadre du programme FMI. Afin de protéger les ménages modestes, l'augmentation à destination des particuliers, comprise entre 16% et 28%, s'applique uniquement aux consommateurs dépassant 1 000 MWh. Par ailleurs, les autorités ont également annoncé une hausse pour les secteurs commerciaux et industriels d'une ampleur nettement plus marquée (de 20% à 91%). Ces mesures interviennent dans un contexte de tensions accrues sur le système énergétique, marqué par la hausse des coûts de production, la volatilité des approvisionnements en gaz et des contraintes budgétaires croissantes. Elles s'inscrivent dans une dynamique plus large de rééquilibrage macroéconomique, alors que Goldman Sachs [anticipe](#) une nouvelle hausse des prix des carburants d'ici octobre 2026, sous l'effet du renchérissement des cours mondiaux du pétrole.

Zoom : EGPES 2026, un rendez-vous particulier dans le contexte des tensions régionales

La neuvième édition du salon Egypt Energy Show (EGPES) s'est tenue au Caire du 30 mars au 1^{er} avril, sur fond de tensions régionales, de perturbations des approvisionnements et de hausse des prix du pétrole et du GNL. Principal rendez-vous énergétique en Égypte, historiquement structuré autour des hydrocarbures et avec une forte portée régionale, l'événement a confirmé la centralité de la sécurité énergétique dans l'agenda des autorités égyptiennes, désormais étroitement liée aux équilibres géopolitiques, macroéconomiques et sociaux.

Inauguré par le Président Abdel Fattah Al-Sissi, le salon a permis de réaffirmer les priorités du gouvernement : apurement des arriérés dus aux compagnies internationales (en forte diminution depuis 2023, avec un objectif de règlement complet d'ici juin 2026, avec un versement à venir de 600 M USD en mai) et consolidation du positionnement de l'Égypte comme hub gazier régional. Dans cette perspective, le partenariat avec Chypre, dont le Président Nikos Christodoulidis était l'invité d'honneur, s'est concrétisé par la signature d'un accord-cadre portant sur la liquéfaction en Égypte du gaz extrait au large de Chypre, en vue de sa réexportation (dont le gisement Cronos, exploité par ENI et Total Energies).

Le salon a par ailleurs rassemblé une forte présence internationale où la présence française s'est distinguée avec plusieurs groupes de premier plan, dont TotalEnergies, Schneider Electric, Bureau Veritas, Axens et Technip Energies. Etaient également fortement représentés la Chine, le Golfe, les Etats-Unis et l'Italie, partenaires de longue date de l'Égypte dans le secteur des hydrocarbures.

En marge du salon, une table ronde de haut niveau a réuni, autour du Premier ministre Mostafa Madbouly et en présence de l'ambassadeur de France, l'ensemble des ministres économiques, les « majors » internationales (BP, ENI, Chevron, Apache, TAQA), ainsi que quelques bailleurs multilatéraux et du secteur bancaires. Les autorités y ont réaffirmé la priorité donnée à la sécurisation de l'indépendance énergétique, dans un contexte de forte volatilité, en mobilisant l'ensemble des ressources disponibles -hydrocarbures et énergies renouvelables. La cible de 45% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique a été réaffirmée, avec un objectif avancé de l'atteindre dès 2028, contre 2030 auparavant.

Les échanges ont surtout mis en évidence un regain de confiance des investisseurs, soutenu par les progrès enregistrés dans le règlement des arriérés et la volonté des autorités de structurer un dialogue plus étroit avec le secteur privé. Cette dynamique se traduit par une reprise des engagements dans l'exploration et la production : ENI prévoit 2 Md USD d'investissements d'ici 2026, BP 1 Md USD, tandis qu'ExxonMobil, QatarEnergy et Chevron ont annoncé de nouvelles campagnes de forage. Ces annonces s'inscrivent dans le cadre du plan du ministère du Pétrole prévoyant 480 puits pour 5,7 Md USD d'investissements, avec un objectif de production de 6,4 à 6,6 milliards de pieds cubes par jour à horizon cinq ans (contre 4,3 Md en 2025).

Dans le même temps, les opérateurs ont appelé à une poursuite et un approfondissement des réformes structurelles. Ils ont notamment insisté sur les rigidités administratives persistantes - en particulier les délais d'octroi des licences - et plaidé pour la mise en place d'un guichet unique ainsi qu'une simplification des procédures. La question de la prévisibilité du cadre de paiement reste également centrale, les entreprises soulignant la nécessité de garantir une discipline durable dans le traitement des arriérés afin d'éviter la reconstitution de cycles de dette pénalisant les investissements de long terme.

Enfin, la montée en puissance des énergies renouvelables fait émerger de nouveaux enjeux systémiques, en particulier en matière de capacités de stockage et de réseaux de transmission, indispensables à l'intégration des projets intermittents et au développement de filières comme l'hydrogène décarboné. Les autorités ont indiqué leur mobilisation sur ces sujets, en mettant en avant une ouverture accrue au secteur privé dans le développement des infrastructures.

Service économique du Caire

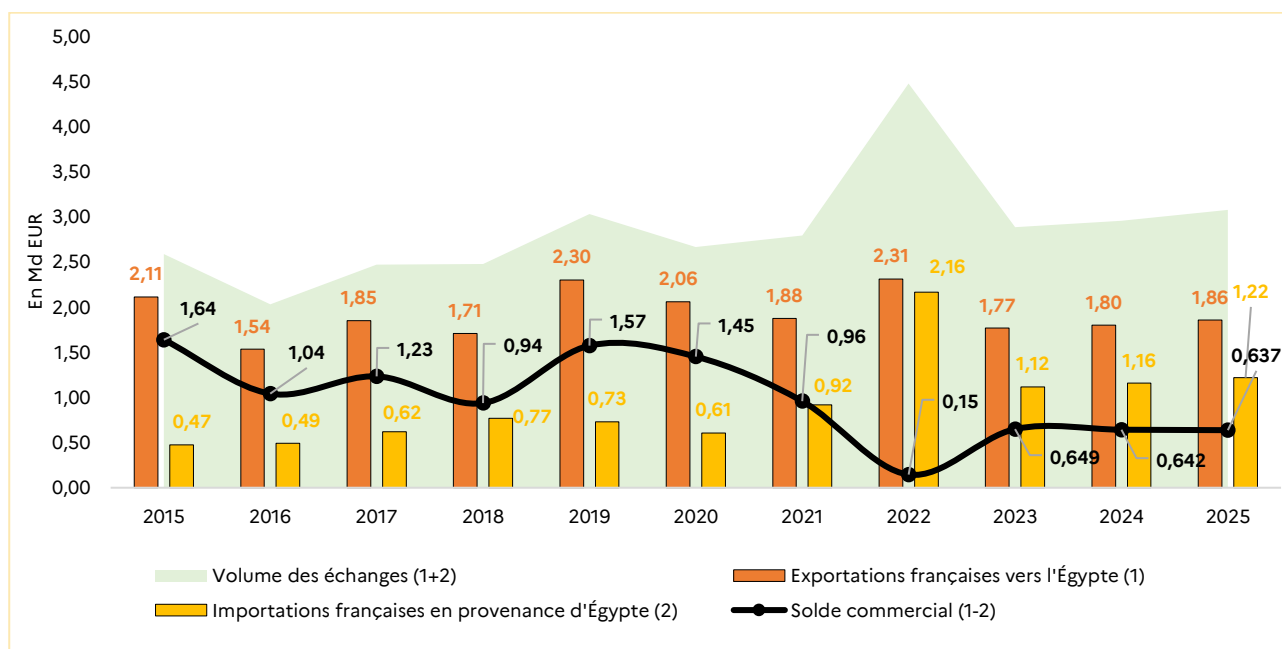
NOTES D'ANALYSE



Commerce franco-égyptien 2025 : progression des échanges et léger recul de l'excédent

Selon la douane française, en 2025, le volume total des échanges de biens entre la France et l'Égypte hors défense s'est établi à 3,07 Md EUR, en hausse de 4% par rapport à 2024 (2,96 Md EUR), soit son deuxième plus haut niveau de la décennie. Malgré l'absence de livraisons d'Airbus, les exportations françaises vers l'Égypte ont augmenté de 3,1% en g.a, atteignant 1,86 Md EUR, un montant toutefois parmi les plus faibles depuis la crise sanitaire. Les importations françaises en provenance d'Égypte ont atteint 1,22 Md EUR (+5,3% en g.a), leur deuxième plus haut niveau de la décennie, soutenues par la compétitivité-prix des produits égyptiens. Dans ce contexte, le solde commercial reste excédentaire en faveur de la France à 637 M EUR, mais connaît un léger recul (-0,8% par rapport à 2024). L'Égypte demeure ainsi le deuxième excédent commercial bilatéral de la France en Afrique, derrière le Sénégal (978 M EUR), tout en reculant de deux rangs au niveau mondial, à la 17^{ème} place.

Évolution annuelle des échanges commerciaux bilatéraux entre 2015 et 2025



Source : Douanes françaises.

Malgré l'absence de livraisons d'aéronefs, les exportations françaises vers l'Égypte progressent, portées par les équipements mécaniques et les produits agricoles et agroalimentaires

Les exportations françaises vers l'Égypte ont atteint 1,86 Md EUR en 2025, en hausse de 3,1% sur un an, dans un contexte de redressement de la conjoncture économique égyptienne (croissance du PIB de 5,1% en 2025 contre 3,1% en 2024). Cette progression est principalement portée par les équipements mécaniques, en forte hausse, qui représentent

25% des exportations (463 M EUR, +48% en g.a), ainsi que par les produits agricoles et agroalimentaires, qui comptent pour 16% des ventes (302 M EUR, +36%). Dans le détail, les exportations de céréales ont enregistré une hausse significative (111 M EUR, +111% en g.a, 6,1% des ventes), dans un contexte de récolte française élevée (+30% par rapport à 2024) et de regain de parts de marché en Égypte (19% des achats publics de blé entre juillet et décembre 2025/26, contre 2% en 2024/25). La France reste toutefois confrontée à la concurrence des exportateurs de la mer Noire, en particulier la Russie (44% des achats publics sur la première moitié de la campagne 2025/26), bénéficiant d'une capacité à exporter des volumes importants à des prix compétitifs, souvent dans le cadre de contrats de gré à gré avec les acheteurs privés. Les ventes de produits agroalimentaires sont également soutenues par les exportations de produits laitiers et de fromages (69 M EUR, +15% en g.a). Par ailleurs, les exportations de produits chimiques divers (157 M EUR, +20% en g.a, 8% des exportations) et de véhicules automobiles (126,5 M EUR, +11%) contribuent également à cette dynamique. Ces dernières ont bénéficié, en 2025, du rétablissement de l'accès aux devises, et d'un contexte de forte demande pour les véhicules importés en Égypte (+77,1% en 2025). À court terme, la dépréciation marquée de la livre égyptienne (58,2 EGP/EUR en moyenne au premier trimestre 2026, contre 55,7 en moyenne sur la même période de l'année 2025), dans un contexte de conflits au Moyen-Orient, risquerait toutefois de renchérir le coût des produits importés par l'Égypte et, par voie de conséquence, de limiter le rebond observé.

À l'inverse, les deux principaux postes d'exportation traditionnels de la France sont en recul, les ventes de produits de la construction aéronautique et spatiale (244 M EUR, 13% des ventes) et de produits pharmaceutiques (222 M EUR, 12%), ayant respectivement diminué de 32% et 14% en g.a. En effet, attendue fin 2025, la livraison du premier des dix Airbus A350-900 à EgyptAir n'est finalement intervenue qu'en février 2026. Plus largement, les catégories des « autres produits industriels » (649 M EUR, 35% des exportations, -9% en g.a) et des matériels de transport (398 M EUR, 21%, -23% en g.a) reculent malgré, pour cette dernière catégorie, la livraison ponctuelle de deux rames de métro en 2025. Enfin, bien que marginaux (1% des ventes), les hydrocarbures naturels enregistrent une contraction de moitié qui pourrait être attribuable à la réorientation de la demande égyptienne vers des fournisseurs plus compétitifs, notamment du Golfe, dans un contexte de dépréciation de la monnaie, de diversification des approvisionnements et de reprise de la production nationale.

Principaux postes d'exportations françaises vers l'Égypte en 2025



Source : Douanes françaises.

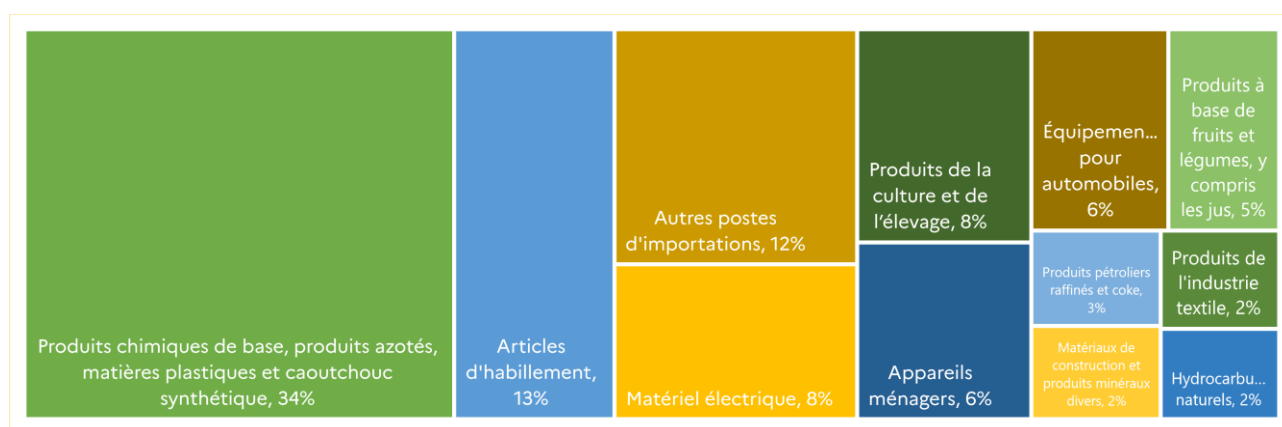
Les importations françaises en provenance d'Égypte bénéficient de la compétitivité-prix des produits égyptiens

Les importations françaises en provenance d'Égypte ont atteint 1,22 Md EUR en 2025, en hausse de 5,3% sur un an, soit leur deuxième plus haut niveau de la décennie, dans un contexte de dépréciation de la livre égyptienne (55,7 EGP/EUR en moyenne en 2025 contre 46,2 en 2024), la monnaie ayant perdu environ deux tiers de sa valeur face à l'euro depuis 2020, renforçant la compétitivité-prix des produits égyptiens. La première catégorie d'importations demeure de loin celle des « autres produits industriels » (59% des achats, soit 715 M EUR, +16% en g.a), dominée par les produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique (34% des importations, 417 M EUR, +21%), eux-mêmes tirés par les engrais et composés azotés (23%, 284 M EUR, +38%). En 2025, l'Égypte s'est ainsi imposée comme le troisième fournisseur de la France en engrais (en valeur et en volume). Les catégories des produits agricoles et agroalimentaires, qui représentent ensemble 13% de nos achats (162 M EUR), en hausse de 13% en g.a, ont également participé à la hausse des importations françaises, en particulier en raison des produits de la culture et de l'élevage (+9% en g.a) et ceux à base de fruits et légumes (+5% en g.a). Les importations d'articles d'habillement en provenance d'Égypte progressent de 17% en 2025 (156 M EUR, 13% des achats), tout comme celles des produits de l'industrie textile (+12% en g.a), ce secteur constituant le deuxième pilier industriel du pays. Les exportations égyptiennes de prêt-à-porter pourraient atteindre 4,4 Md USD d'ici 2026 (+22%), bénéficiant d'une main-d'œuvre peu coûteuse et des investissements étrangers croissants (Turquie, Chine), notamment dans les zones industrielles et franches (TEDA, SCZone). Enfin, les importations de matériels de transport progressent fortement de 23% pour atteindre 95 M EUR (8% des achats), soutenues en partie par des livraisons ponctuelles de produits aéronautiques (26 M EUR en 2025 contre 2 M EUR en 2024).

À l'inverse, les importations d'hydrocarbures naturels (3% des importations, 34 M EUR, -36% en g.a) et de produits pétroliers raffinés et coke (3%, 31 M EUR, -60% en g.a) poursuivent leur contraction significative enclenchée en 2023. Si le recul des cours du pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL) a pu y contribuer, la baisse de la production

égyptienne demeure le principal facteur explicatif, en lien avec les difficultés rencontrées sur le champ gazier de Zohr en Méditerranée orientale, qui représente environ 74% de la production nationale. Ainsi, malgré une stabilisation de la production du champ en 2025 (autour de 1,2 Md pcj, contribuant à une production total égyptienne d'environ 6 Md pcj), celle-ci demeure inférieure à la consommation intérieure (6,4 Md pcj). Cette tendance prolonge la baisse de la production gazière observée depuis 2023 (-11,5%), qui avait alors atteint son plus bas niveau depuis 2017. Par ailleurs, les équipements mécaniques, électriques, électroniques et informatiques, qui représentent 15% des importations et constituent la deuxième catégorie d'achats, enregistrent un léger recul de 1% en g.a (182 M EUR contre 183 M EUR en 2024), en lien notamment avec la baisse des appareils électroménagers (-2 M EUR).

Principaux postes d'importations françaises en provenance d'Égypte en 2025



Source : Douanes françaises.

Pauline BELHASSINE-PAILLET, Attachée économique

L'Égypte, voie de contournement face à la réorganisation logistique au Moyen-Orient



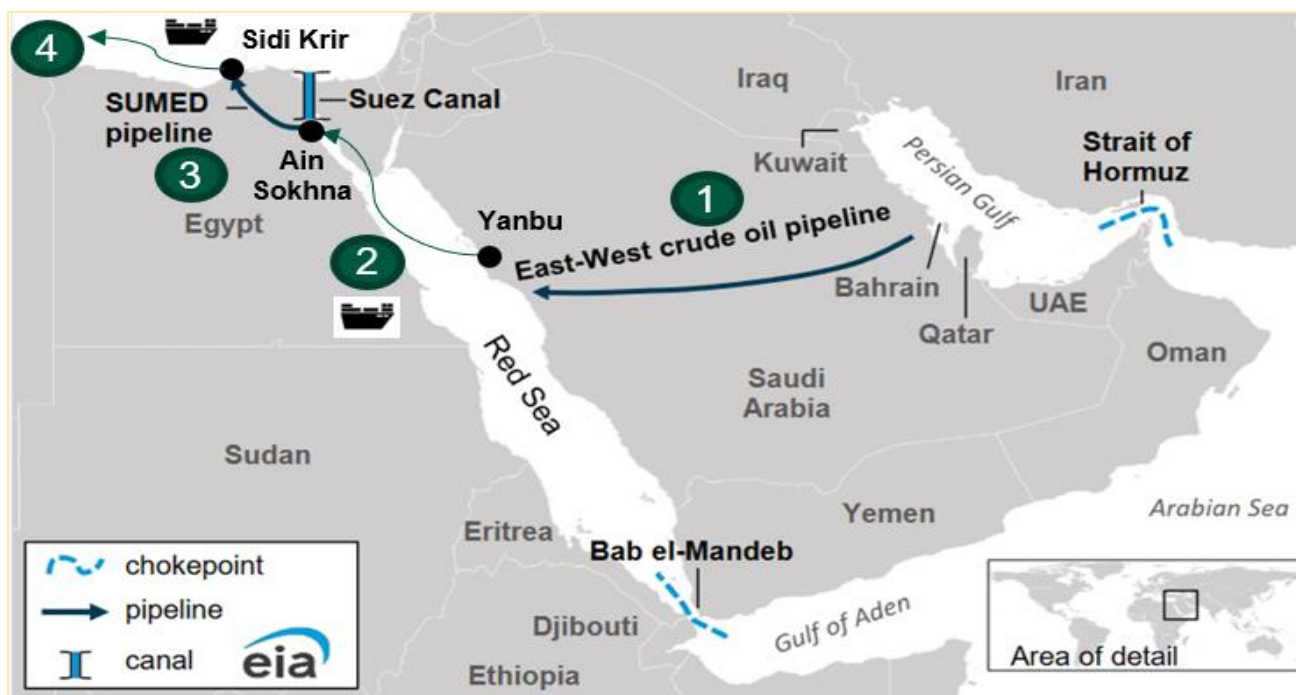
Dans un contexte de recomposition des flux logistiques au Moyen-Orient, l'Égypte s'affirme comme une alternative crédible au détroit d'Ormuz en capitalisant sur ses atouts géostratégiques et ses infrastructures de transit. En articulant corridor énergétique (SUMED, capacités de stockage) et ponts logistiques multimodaux entre l'Europe et le Golfe, le pays capte une part croissante des flux d'hydrocarbures et de marchandises. Malgré la fragilisation persistante du canal de Suez, de nouvelles organisations hybrides (navettes maritimes, corridors terrestres) renforcent son rôle de hub régional. En cas de prolongation des tensions, cette dynamique pourrait durablement repositionner l'Égypte comme un nœud structurant des échanges entre l'Europe et les pays du Golfe.

Voie de contournement des exportations saoudiennes de pétrole brut

L'Égypte cherche à se positionner comme un nouveau maillon des chaînes logistiques pour les flux d'hydrocarbures en provenance des pays du Golfe. Ce repositionnement s'inscrit dans la continuité des efforts des autorités égyptiennes, qui visent depuis plusieurs années à réaffirmer le pays comme un hub stratégique de transit énergétique. Dans ce cadre, Karim Badawi, ministre égyptien du Pétrole, a annoncé le 3 mars 2026, la mise à disposition d'un nouveau corridor pour l'exportations de pétrole brut saoudien via l'Égypte depuis la côte ouest saoudienne (mer Rouge, port de Yanbu – pétrole brut et raffiné acheminé par l'oléoduc est-ouest, d'une capacité de 7 Mb/jour) vers le port égyptien d'Ain Sokna (situé dans le Golfe de Suez). L'Égypte met par la suite à disposition le pipeline SUMED. Ce pipeline terrestre, d'une longueur de 320 km, permet d'acheminer le pétrole d'Ain Sokhna au terminal pétrolier de Sidi Kerir, situé près d'Alexandrie sur la côte Méditerranéenne, avant qu'il soit réexporté vers l'Europe. Le terminal est également capable d'accueillir des superpétroliers de type VLCC.

Ce nouveau corridor, déployé dès le déclenchement du conflit, est d'ores et déjà opérationnel et permet l'acheminement d'environ 1 Mb/j de pétrole saoudien, via le pipeline SUMED disposant d'une capacité théorique d'environ 2,5 Mb/j (un volume conséquent alors que les exportations totales de pétrole saoudien atteignaient 6,42 Mb/j en moyenne fin 2025). En complément, l'Égypte a ouvert ses capacités de stockage en mer Rouge (ports de Ain Sokhna et Ras Badran) avec 10 installations de pétrole brut et raffiné disponibles à la location, cherchant également à se positionner comme un hub régional de stockage – alors que les capacités excédentaires de stockage sont estimées à 29 M de barils.

Corridor Arabie saoudite-Égypte pour l'acheminement du pétrole vers l'Europe



Un nouveau corridor terrestre pour sécuriser les approvisionnements des pays du Golfe

Le transit des marchandises en provenance d'Europe vers les pays du Golfe par l'Égypte constitue désormais une voie de contournement stratégique du détroit d'Ormuz, notamment pour les flux de produits pharmaceutiques et denrée agroalimentaires dont ils sont fortement dépendants. Un nouveau corridor logistique a ainsi émergé, dans lequel les marchandises en provenance d'Europe arrivent au port d'Alexandrie, avant d'être acheminées par voie terrestre jusqu'au port de Safaga (mer Rouge). Elles sont ensuite transportées par voie maritime jusqu'au port de Duba, puis redistribuées par voie terrestre vers l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe (Émirats arabes unis, Koweït, Qatar). Selon des sources de presse (Al Manassa), les flux maritimes entre les ports de la mer Rouge auraient progressé de 30% depuis le début de la crise. L'Égypte peut s'appuyer sur des infrastructures routières développées, ainsi que sur plusieurs corridors logistiques ferroviaires en cours de développement, reliant notamment les ports secs du 6th of October et du 10th of Ramadan, et contribuant à désengorger les terminaux maritimes. Ces plateformes logistiques modernes offrent des capacités de stockage tampon immédiates, essentielles dans le contexte actuel de réorganisation des flux. Dans l'éventualité d'un prolongement du conflit, la position de l'Égypte comme hub logistique régional serait donc nettement renforcée, voire pérennisée. Cela confirmerait la pertinence de la stratégie des autorités égyptiennes visant à développer un fret terrestre multimodal en alternative au canal de Suez et à intégrer l'Égypte à l'initiative IMEC. Le développement de ligne de fret dans le cadre du projet de ligne à grande vitesse actuellement en cours de construction devrait à terme significativement renforcer ces corridors.

Pont terrestre par le port de Safaga sur la mer Rouge



Le canal de Suez offre une voie de contournement pour les flux en provenance d'Asie et d'Europe vers les pays du Golfe

Alors que le trafic par le canal s'est effondré depuis 2024 en raison de la situation sécuritaire en mer Rouge (12 758 passages en 2025 contre 23 851 avant la crise), la voie maritime via le canal de Suez s'impose cependant progressivement comme une route alternative majeure au détroit d'Ormuz permettant de sécuriser notamment les flux entre l'Europe et les ports saoudiens de la mer Rouge (Jeddah, King Abdullah Port), contournant les zones de blocage potentielles du Golfe Persique. Pour éviter le détroit de Bab el-Mandeb, les armateurs privilégient un système de navettes (*feeder services*). Des navires de taille intermédiaire relient les hubs de Méditerranée (Tanger Med, Algésiras, Port Saïd) aux ports saoudiens en descendant le canal de Suez, puis font demi-tour. MSC a pérennisé cette approche via ses services Jade et Dragon, qui assurent la liaison avec l'Asie par le Cap de Bonne-Espérance vers l'Europe, puis desservent Jeddah par le canal de Suez. MSC déploie par la suite depuis Jeddah des solutions de transport terrestre (routier et ferroviaire). Ce « pont terrestre » permet d'acheminer le fret vers Riyadh, Dammam, le Koweït et Dubaï de manière sécurisée. Maersk et Hapag-Lloyd proposent des dispositifs similaires. En parallèle, de nouvelles liaisons en mer Rouge reliant l'Égypte aux pays du Golfe afin de contourner le détroit d'Ormuz se dessinent : le groupe émirati AD Port a notamment annoncé la mise en place, à partir du 10 mars, d'une liaison opérée par 3 navires (JRS service) reliant le port égyptien d'Ain Sokhna à Aqaba, Jeddah, Fujarah (E.A.U) et Mundra (Inde).

Nouvelles liaisons en mer rouge reliant l'Égypte aux pays du Golfe



Source : AD Port, nouvelles liaisons maritimes pour accroître la connectivité (10 Mars 2026).



Source : MSC : liaisons maritimes Dragon et Jade permettant de relier l'Arabie Saoudite à l'Asie en transitant par le canal de Suez.

Antoine Willenbacher, Chef du pôle Infrastructures, Environnement, Santé

INDICATEURS

Macroéconomie	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25 (est.)	2025/26 (p)
PIB nominal (en Md USD), dont en % :	475	394	383	349	400
Agriculture	11,5	11,2	14,4	17,3	17,1
Industrie	26,8	26,2	24,2	23,2	23,2
Services	46	46,1	44,3	43,4	45,8
Autres	15,7	16,5	17,1	16,1	13,9
PIB par habitant (en USD)	4 587	3 744	3 570	3 191	3 579
Croissance du PIB réel (%)	6,7	3,8	2,4	4,4	4,7
Taux d'inflation, IPC moyen (% annuel)	8,5	24,4	33,3	20,4	12,4

Finances publiques (en % du PIB)	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25 (est.)	2025/26 (p)
Déficit budgétaire	-6,2	-6	-3,6	-6,8	-9,4
Excédent primaire	1,3	1,6	6,2	3,8	4,8
Compte courant	-3,5	-1,2	-5,4	-4,2	-3,9
Dettes publiques	88,5	95,9	90,9	86,8	87
Dettes externes	32,8	41,8	39,9	44,2	41,6

	2024/25			2025/26	
	T2 (oct-déc)	T3 (janv-mars)	T4 (avr-juin)	T1 (juil-sept)	T2 (oct-déc)
Balance commerciale	-13,4	-10,8	-12,7	-14,6	-17,1
Exportations totales	9,6	11,0	10,5	11,1	9,8
Importations totales	-23,1	-21,9	-23,1	-25,7	-26,9
Balance des services	3,2	3,5	4,3	5,0	3,9
Revenus du tourisme	3,9	3,8	4,2	5,5	4,8
Revenus du canal de Suez	0,9	0,8	1	1,05	1,1
Transferts de la diaspora (nets)	8,7	9,4	10,0	10,8	11,3
Balance courante	-5,2	-2,3	-2,2	-3,2	-6,2
Solde compte de capital et financier	4,1	-1,2	2,5	-0,4	6,8
Flux nets d'IDE	3,3	3,8	2,4	2,4	6,9
Flux nets d'inv. de portefeuille	-3,3	5,3	-0,5	1,8	3,2
Solde global	0,5	-1,4	-0,2	-1,6	-0,5

Secteur bancaire ^[1]	2023	2024	déc-24	mars-25	juin-25
Crédit à l'économie (% dépôts)	54	62,5	63	64	63
Fonds propres (% total des actifs)	6,2	6,6	65	63	62
Créances douteuses (% prêts totaux)	3	2,3	2,3	2,2	2,1

Notation dette souveraine	Note	Perspective	Date
Moody's	Caa1	Positive	Avril 2026
Standard & Poor's	B/B	Stable	Avril 2026
Fitch	B	Stable	Octobre 2025

Source : Ministère des finances, Banque centrale, FMI.

[1] Banques opérant en Égypte, à l'exclusion de la Banque centrale d'Égypte.

Conjoncture monétaire	2025/26				
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril
Inflation urbaine (%)	12,3	11,9	13,4	15,2	-
Inflation sous-jacente (%)	11,8	11,2	12,7	5,8	
Taux de rémunération des dépôts (%)	20	20	19	19	19
Taux de refinancement (%)	21	21	20	20	20
Taux de change EGP/EUR	55,9	56,1	56,5	62,7	61,6
Taux de change EGP/USD	47,6	46,8	47,9	54,5	52,5
Réserves de change (Md USD, fin du mois)	51,5	52,6	52,7	52,8	-

Source : Banque centrale d'Égypte.

	Égypte	Afrique du Nord et Moyen-Orient	Monde
Démographie	2024		
Population	116,5 M	572,5 M	8,1 Md
Densité (hab/km ²)	117	69	63
Croissance démographique (%)	1,7	1,9	1
Pauvreté, seuil national 2021 (% pop.)	33,5	-	-
Espérance de vie à la naissance (années)	72	72	73
Marché du travail	2025		
Population active (% âgée de 15 à 64 ans)	47,5	50,1	67,4
dont femmes	20	21	55
Chômage (% de la population active)	6,8	7,8	4,8
dont femmes	15,3	12,1	4,9
Emploi informel (% de la population active)	67%	40 à 80%	60%
Environnement	2023		
Émissions de CO ₂ (tonnes métriques/hab)	2,3	-	4,7
Mortalité dû à la pollution atmosphérique (pour 100 000 hab), 2021	253,4	117,1	99,7

Source : Banque mondiale, Nations Unies, OIT.

Pour vous abonner, merci de remplir le formulaire suivant : [formulaire d'inscription en ligne.](#)

Si vous souhaitez vous désinscrire, vous pouvez le faire via ce [lien](#). Si vous rencontrez des difficultés avec les formulaires, merci de contacter : pauline.belhassine-paillet@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique du Caire.

Rédaction : Pascal Furth, Nicolas Bic, Antoine Willenbacher, Alexandra Lamotte, Pauline Belhassine-Paillet, Malek Hafsi et Pierre Kerbrat.